



Comment lire ce document ?

Ce document présente la synthèse des principales données collectées auprès de 35 informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Ouadda, durant l'évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) 2022. Les entretiens se sont déroulés entre le 8 et 16 septembre depuis la sous-préfecture de Bria. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités sur les axes évalués. Les indicateurs se réfèrent à la période des 30 jours précédant la collecte, sauf indication contraire. Pour plus d'information, voir la [méthodologie](#).

Couverture

Couverture géographique :

Localités évaluées : **8/30¹**

Type d'informateurs clés (IC) :

- Résidents dans la localité **25**
 - Visiteurs récents dans la localité **10**
 Nombre total d'entretiens **35**

CONTEXTE

Depuis 2013 et le début de la crise prolongée que connaît la République centrafricaine, l'accès des acteurs humanitaires dans plusieurs zones du pays se révèle particulièrement complexe, en raison de contraintes logistiques et/ou sécuritaires. Cela se traduit notamment par un déficit important d'informations relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones².

Afin d'informer la communauté humanitaire, en contribuant notamment à l'Aperçu des besoins humanitaires (Humanitarian Needs Overview 2023), REACH a conduit une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) au niveau national pour la quatrième année consécutive. Cette étude a été mandatée par le groupe de coordination inter-cluster (ICCG), avalisée par l'équipe humanitaire pays (HCT) et a été réalisée en coordination et collaboration avec le groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), en particulier pour la définition des indicateurs en lien avec le Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (JIAF).

Pour les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie « Zone de connaissance / Area of knowledge (AoK) » afin de collecter des informations sur la situation humanitaire dans les sous-préfectures où les acteurs humanitaires n'ont pas accès pour des raisons sécuritaires ou logistiques.

Démographie

Les résultats de l'analyse indiquent une présence de populations soit déplacées soit retournées dans 7 sur 8 des localités évaluées.

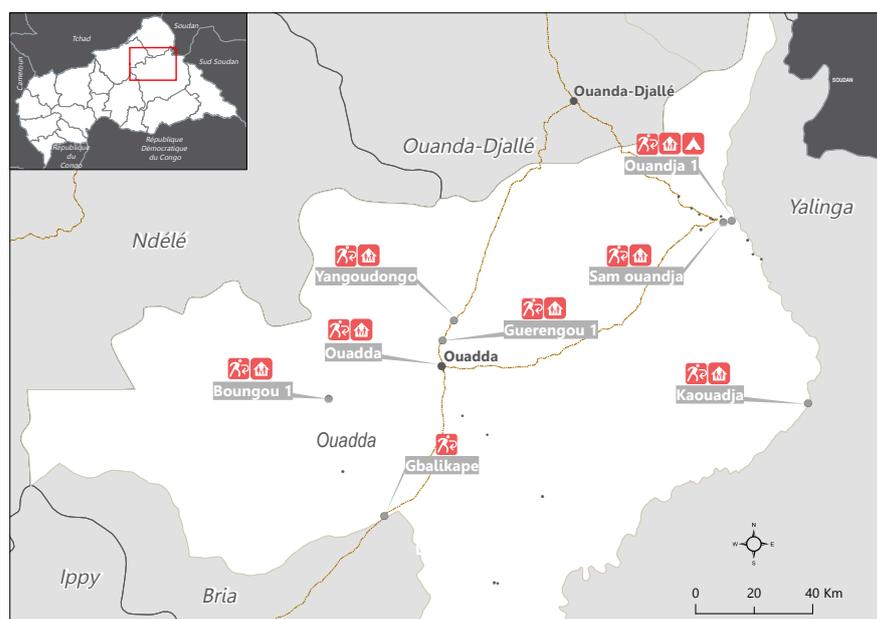
Nombre de localités évaluées où la présence de personnes déplacées a été rapportée :

En famille d'accueil		En site
6/8	Oui	1/8
1/8	Non	6/8
1/8	Aucun consensus ³	1/8

Nombre de localités évaluées où la présence de personnes retournées ou rapatriés a été rapportée :

Retournés		Rapatriés
7/8	Oui	0/8
0/8	Non	7/8
1/8	Aucun consensus	1/8

Carte 1 : localités évaluées où la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées a été rapportée :



Présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées dans les localités évaluées

- Localité évaluée
- Localité non-évaluée
- 🏠 Retournés
- 👤 PDI en famille d'accueil
- 👤 PDI en site

¹ Selon la base de données du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), disponible sur [Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

² [Aperçu des besoins humanitaires, République centrafricaine, 2022 \(HNO\)](#).

³ Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.



DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁴

Les résultats indiquent que l'insécurité est une force poussant le déplacement. Le conflit armé est la raison principale la plus rapportée pour le déplacement et l'amélioration des conditions sécuritaires est la condition la plus rapportée pour les déplacés d'envisager un retour vers leurs zones d'origine. Ces résultats indiquent un fort besoin pour des interventions en protection.

Nombre de localités évaluées par durée moyenne de déplacement de la population déplacée⁵ :

Moins de 1 mois	0/6
Entre 1 et moins de 3 mois	1/6
Entre 3 et moins de 5 mois	4/6
Entre 5 mois et moins de 1 an	0/6
Plus de 1 an	0/6
Aucun consensus	1/6

Nombre de localités évaluées par raison principale de déplacement de la population déplacée⁵ :

Conflit armé	3/6
Arrivée des éleveurs transhumants	2/6
Aucun consensus	1/6

Nombre de localités évaluées par conditions requises des personnes déplacées pour envisager leur retour vers leurs zones d'origine⁵ :

Amélioration des conditions sécuritaires	4/6
Regroupement familial / communautaire	1/6
Aucun consensus	1/6

Nombre de localités évaluées par raison principale de retour de la population retournée⁵ :

Meilleure qualité de vie	4/7
Regroupement familial / communautaire	1/7
Meilleure assistance humanitaire	1/7
Aucun consensus	1/7



PROTECTION

Le fait que toutes les localités évaluées ont été rapportées de subir au moins un incident sécuritaire et des restrictions des mouvements signale encore la sévérité de besoins en protection. D'ailleurs, il semble que ces deux choses ont touché les adultes et les enfants. La présence d'enfants séparés de leurs familles a été rapportée dans toutes les localités évaluées.

Nombre de localités évaluées où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire :

Oui

8/8

Des restrictions de mouvements ont été rapporté dans toutes les localités évaluées.

Nombre de localités évaluées où la sécurité des adultes et des enfants est une préoccupation :

Sécurité des adultes

Sécurité des enfants

8/8

8/8

Nombre de localités évaluées par type de risque le plus fréquemment rapporté, par sexe et par âge :

(Question à choix multiple)

Hommes	Enlèvement	2/8
Femmes	Violence sexuelle	4/8
Garçons (< 18ans)	Travail forcé	4/8
Filles (<18 ans)	Violence sexuelle	4/8

La présence de mineurs séparés du ménage de leurs parents a été rapportée dans toutes les localités évaluées.

Nombre de localités évaluées où au moins un enfant (moins de 18 ans) a été rapporté comme séparé du ménage de ses parents, par raison de séparation proposée :

(Question à choix multiple)

A quitté la maison pour rejoindre d'autres membres de la famille	8/8
A quitté la maison pour étudier	8/8
Impossibilité financière de prendre en charge l'enfant	8/8
S'est marié et a donc quitté la maison	8/8
A quitté la maison pour chercher du travail ou pour travailler	8/8
A quitté la maison à cause de l'insécurité dans la zone	8/8
Enfant disparu	7/8
A quitté la maison pour s'engager avec l'armée ou un groupe armé	7/8
S'est perdu pendant les déplacements	7/8
Est détenu, arrêté	7/8
A été kidnappé ou enlevé	5/8

⁴ Uniquement pour les localités où il était rapporté la présence de populations déplacées et/ou retournées.

⁵ Il n'y a pas de réponse pour toutes les localités.





SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En tant que protection, la sécurité alimentaire semble d'être un besoin prioritaire pour la population car les résultats indiquent un manque de nourriture. Par exemple, dans 6 sur 8 localités évaluées, moins de 25% de la population a été rapportée d'avoir accès à suffisamment de nourriture. De plus, la moitié des localités évaluées n'a pas accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche, selon les informateurs clés. **En termes d'adaptation, les stratégies les plus adoptées par plus de la moitié de la population sont retirer les enfants de l'école ou vendre la dernière femelle d'un troupeau, signalant que la population est en situation de crise ou urgence par rapport à la sécurité alimentaire.**

Nombre de localités évaluées par proportion de la population rapportée d'avoir accès à suffisamment de nourriture :

Très peu (< 25%)	6/8
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	0/8
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	0/8
Une large majorité (> 75%)	0/8
Aucun consensus	2/8

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche :

Non	4/8
Oui	3/8
Aucun consensus	1/8

Les difficultés les plus couramment rapportées concernant les approvisionnements des marchés dans la sous-préfecture de Ouadda était **les prix élevés** et **la distance** pour **3 sur 8** des localités évaluées.

STRATÉGIES D'ADAPTATION

Nombre de localités évaluées où il était rapporté l'utilisation d'une stratégie d'adaptation pour plus de la moitié de la population afin de pallier à un manque de nourriture, par type de stratégie proposé : (Question à choix multiple)

Dépense de l'épargne	5/8	Retirer les enfants de l'école	6/8
Vente d'actifs non-productifs	5/8	Vente ou consommation de la dernière femelle d'un troupeau	6/8
Engagement d'un membre du ménage dans des activités risquées ou illégales	5/8	Faire travailler les enfants	5/8
Emprunt d'argent	4/8	Vente d'une propriété foncière	4/8

⁶ 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023)

⁷ Toutes les options ne sont pas incluses. Donc, les chiffres ne correspondent pas toujours au nombre total de localités.



MOYENS DE SUBSISTANCE

Le manque de moyens de subsistance peut exacerber les besoins de la population en sécurité alimentaire comme ça empêche l'accès à la nourriture. D'après les informateurs clés, dans presque toutes les localités évaluées (7/8), le revenu mensuel moyen estimé des ménages est moins de 10 000 XAF ou entre 10 000 XAF de 30 000 XAF. Ces sommes peuvent empêcher les ménages de couvrir leurs besoins, y compris la nourriture. Une conséquence est qu'il a été rapporté que les ménages s'adaptent par faire travailler les enfants pour aider à subvenir aux leurs besoins dans la moitié des localités évaluées (4/8).

Nombre de localités évaluées par revenu mensuel moyen estimé des ménages (en Franc CFA - XAF⁶) :

Moins de 10 000 XAF	4/8
Entre 10 001 et 30 000 XAF	3/8
Entre 30 001 et 50 000 XAF	0/8
Entre 50 001 et 100 000 XAF	0/8
Aucun consensus	1/8

Nombre de localités évaluées par 3 principales sources de revenu des ménages⁷ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Agriculture / maraîchage	8/8	0/8	0/8
Petits commerces	0/8	6/8	1/8
Exploitation minière	0/8	0/8	2/8
Aucun consensus	0/8	1/8	3/8

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées d'être rencontrées par les ménages lorsqu'ils pratiquent l'agriculture⁷ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Manque de semences et/ou d'outils	4/8	4/8	0/8
Insécurité	4/8	0/8	1/8
Insuffisance de main d'oeuvre	0/8	2/8	2/8
Aucun consensus	0/8	1/8	3/8

% de localités évaluées par proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

Très peu (< 25%)	3/8
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	0/8
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	4/8
Une large majorité (> 75%)	0/8
Aucun consensus	1/8



EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

Les résultats indiquent que la population n'a pas d'accès à l'eau de bonne qualité et de suffisamment de quantité. Selon les informateurs clés, la source principale d'eau dans toutes les localités est non améliorée. De plus, il a été rapporté que moins de la moitié des ménages ont accès à suffisamment d'eau pour satisfaire leurs besoins dans 5 sur 8 localités. Les résultats aussi indiquent que la population peut bénéficier des installations hygiéniques. Dans toutes les localités évaluées, il a été rapporté que plus de 20 personnes partagent une latrine.

Nombre de localités évaluées par principale source d'eau⁸ utilisée par la majorité de la population :

Source non-améliorée

8/8

Nombre de localités évaluées par proportion de ménages ayant suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, nettoyer et se laver :

Aucun	4/8
Très peu (< 25%)	1/8
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	0/8
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	0/8
Une large majorité (>75%)	2/8
Aucun consensus	1/8

Dans **1 sur 8** des localités évaluées, le temps moyen rapporté pour se rendre à la source principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage était **supérieur à 30 minutes**.

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés pour les ménages d'accéder aux ressources en eau rapportées⁹ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Mauvaise qualité de l'eau	3/8	1/8	1/8
Manque de récipients pour collecter l'eau	1/8	5/8	0/8
Point d'eau trop éloigné	1/8	0/8	1/8
Aucun consensus	2/8	2/8	5/8

Nombre de localités évaluées où la pratique de la défécation à l'air libre par la majorité de la population a été rapportée :

Non	7/8
Oui	0/8
Aucun consensus	1/8

Dans **toutes** les localités évaluées, l'utilisation de **latrines communautaires** à disposition de plusieurs ménages, utilisées par plus de 20 personnes, a été rapportée.

Il a été rapporté pour **4 sur 8** de localités évaluées que moins de la moitié de la population avait **accès à du savon**. Il a également été rapporté que moins de la moitié de la population avait accès à distance de marche à des **dispositifs de lavage des mains** dans **2 sur 8** de localités évaluées.



ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS (AME) & ABRI

Nombre de localités évaluées où il était rapporté que la majorité de la population dispose ou ne dispose pas des articles suivants, par raison : (AC : Aucun consensus)

	Introuvable	Trop cher	Dispose	AC
Lampe / torche solaire	1/8	7/8	0/8	0/8
Casserole et marmite	5/8	3/8	0/8	0/8
Savon de toilette	6/8	2/8	0/8	0/8
Bidon plastique 20L	4/8	4/8	0/8	0/8
Seau + couvercle 20L	5/8	2/8	0/8	1/8
Savon de lessive	0/8	8/8	0/8	0/8
Bassine	8/8	0/8	0/8	0/8
Couverture	3/8	4/8	0/8	1/8
Supports de couchage	3/8	5/8	0/8	0/8
Moustiquaire	4/8	3/8	0/8	1/8

L'habitat en paille est le principal type d'abris rapporté dans **toutes** les localités. Par ailleurs, pour **toutes** des localités évaluées, le principal type de toiture des habitations était une **toiture en paille**. La présence de personnes habitant dans des **abris inadéquats** (abri d'urgence, collectif, tente, sans abri) a été rapportée dans **1/4** des localités évaluées.

Nombre de localités évaluées par premier problème rapporté des abris face aux conditions extérieures :

Présence de termites	3/8
Fuites en cas de pluies légères	2/8
Manque d'isolation contre le froid	2/8
Aucun consensus	1/8

Nombre de localités évaluées par proportion de la population dont le foyer est partagé par plusieurs ménages :

Très peu (< 25%)	1/8
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	3/8
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	3/8
Une large majorité (> 75%)	0/8
Aucun consensus	1/8

⁸ Source non-améliorée : source d'eau non-aménagée, puits non-protégé ; source améliorée : source d'eau aménagée, puits protégé, forage (référence : [WASH JMP](#)).

⁹ Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.

Avec le manque d'accès à un marché fonctionnel à distance de marche observé, il semble que les articles ménagers essentiels sont soit introuvables au niveau du marché soit trop chers pour la population. En termes d'abris, les informateurs clés ont indiqué que la plupart des ménages vivent dans les abris adéquats, mais que ces abris ont des problèmes. L'habitat en paille a été rapporté comme principale type d'abri dans toutes les localités. Cependant, les problèmes les plus souvent rapportés avec ces abris sont la présence de termites, les fuites en cas de pluies légères et le manque d'isolation contre le froid.

SANTÉ

Selon les informateurs clés, la majorité de la population n'a pas accès à des services de santé fonctionnels à proximité dans les localités évaluées. Il a été rapporté que la majorité des femmes s'accouchent à la maison. La raison la plus citée pour ça est l'absence des centres de maternité ouverts ou fonctionnels. D'ailleurs, les informateurs clés ont dit que la majorité de la population n'a pas accès aux installations sanitaires à distance de marché dans plus de la moitié de localités évaluées (5/8).

Nombre de localités évaluées par lieu d'accouchement de la majorité des femmes rapporté :

Maison	7/8
Formations sanitaires (FOSA)	1/8

Nombre de localités évaluées par les 3 principales raisons pour la majorité des femmes d'accoucher à domicile citées¹⁰ :

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Maternité ou centre de santé fermée ou non fonctionnelle	3/7	0/7	0/7
Mauvaise infrastructure	0/7	2/7	0/7
Manque de personnel	1/7	1/7	2/7
Aucun consensus	2/7	3/7	3/7

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche :

Non	5/8
Oui	1/8
Ne sait pas	1/8
Aucun consensus	1/8

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge des services de santé¹¹ :

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Absence d'infrastructures à proximité	5/8	0/8	0/8
Manque de médicaments	1/8	2/8	1/8
Insécurité	0/8	0/8	1/8
Aucun consensus	2/8	6/8	5/8



NUTRITION

Concernant la nutrition, les besoins ne sont pas clairs parce que dans la moitié des localités évaluées, les informateurs clés ont dit qu'ils ne savaient pas si la majorité de la population a accès à des services de nutrition fonctionnels à proximité. Il n'y avait aucun consensus sur les difficultés les plus souvent citées pour accéder à ces services. Cependant, quelques difficultés rapportées comprennent l'absence d'infrastructures à proximité et le manque de médicaments.

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche :

Ne sait pas	4/8
Non	2/8
Oui	1/8
Aucun consensus	1/8

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de nutrition¹¹ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Absence d'infrastructures à proximité	4/8	0/8	0/8
Manque de médicaments	1/8	3/8	0/8
Insécurité	0/8	0/8	2/8
Aucun consensus	3/8	5/8	5/8

ÉDUCATION

L'accès et la fréquentation de l'école semblent d'être limités dans la préfecture de Ouadda. La barrière à l'inscription dans ou à la fréquentation régulière de l'école la plus souvent rapportée est l'insécurité d'aller à ou rester dans l'école. En plus, d'après les informateurs clés, les enfants ont abandonné l'école pendant l'année de 2021 à 2022 dans plus de la moitié des localités évaluées (4/7)¹⁰.

¹⁰ Il y avait des réponses pour seulement 7 sur 8 localités enquêtées. Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.

¹¹ Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.

Nombre de localités évaluées par taux de fréquentation scolaire estimé des élèves :

	Filles				Garçons			
	3-5 ans	6-12 ans	13-15 ans	16-18 ans	3-5 ans	6-12 ans	13-15 ans	16-18 ans
Aucun élève	8/8	0/8	0/8	2/8	8/8	0/8	0/8	2/8
Une minorité d'élèves (≤25%)	0/8	3/8	4/8	3/8	0/8	2/8	0/8	1/8
Moins de la moitié des élèves (entre 25% et 50%)	0/8	3/8	2/8	1/8	0/8	4/8	5/8	0/8
Plus de la moitié des élèves (entre 50% et 75%)	0/8	0/8	0/8	1/8	0/8	0/8	1/8	2/8
Une large majorité d'élèves (≥75%)	0/8	2/8	2/8	1/8	0/8	2/8	2/8	3/8
Aucun consensus	0/8	2/8	2/8	1/8	0/8	2/8	2/8	3/8

Nombre de localités évaluées par la raison principale de l'accès difficile à une éducation formelle :

Problèmes sécuritaires	3/8
Problèmes financiers	1/8
Problèmes administratifs	1/8
Aucun consensus	3/8

Dans **4 sur 7**¹² des localités évaluées dans la sous-préfecture de Ouadda, il a été rapporté que plus de la moitié des enfants ont **définitivement abandonné l'école** au cours de l'année scolaire 2021 - 2022.

Nombre de localités évaluées par moyens préférés par la majorité de la population pour donner un avis aux fournisseurs sur l'aide humanitaire reçue :

Face à face à domicile	5/8
Réunion communautaire	3/8

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie « Zone de Connaissance / AoK » a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations à jour concernant les besoins de la majorité de la population vivant dans des zones inaccessibles ou difficiles d'accès, pour lesquelles les informations humanitaires sont insuffisantes.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante AoK a été retenue. À la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficiles d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : **Bambouti, Ngaoundaye, Ouadda, Ouanda-Djallé, Yalinga et Zangba**. Pour des raisons logistiques et de capacité, dans la sous-préfecture de Bambouti uniquement le chef lieu a été couvert, tandis que la sous-préfecture de Zangba n'a pas été couverte.

Les données ont été collectées par les équipes REACH entre 8 et 21 septembre 2022, à travers des entretiens auprès des IC identifiés et sur la base d'un questionnaire multisectoriel. Les IC ont été identifiés en fonction de leur connaissance des localités ciblées. Notamment, les IC ont été choisis parmi :

- des résidents des localités ciblées se trouvant temporairement dans une localité accessible ;
- des personnes déplacées originaires des localités ciblées, déplacées depuis moins de 30 jours ;
- des commerçants/voyageurs/conducteurs/travailleurs dans des organisations non-gouvernementales (ONG) se rendant régulièrement dans les localités ciblées, dont la dernière visite avait été effectuée moins de 30 jours avant l'enquête.

Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis¹³. **Les résultats présentés doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire dans les localités évaluées de la sous-préfecture de Ouadda.**

Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée pour le MSNA, les [termes de référence](#) de l'évaluation sont disponibles en ligne, ainsi que le [questionnaire](#). La [base de données collectées auprès de ménages](#) dans les zones réputées accessibles est disponible pour le téléchargement, sur demande, tandis que la base de données collectées auprès d'IC dans des zones difficiles d'accès n'est pas publiée pour des raisons de protection de données.

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT). Les publications de REACH en RCA sont à retrouver [au lien suivant](#).

¹² Il y avait des réponses pour seulement 7 sur 8 localités évaluées.

¹³ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".



REDEVABILITÉ (AAP)

Il a été rapporté que aucune localité n'a reçu une aide humanitaire dans les 6 derniers mois. En termes d'information souhaitée, les types les plus rapportés sont des nouvelles sur ce qui se passe dans la zone où se trouve la localité et comment s'enregistrer pour obtenir de l'aide humanitaire. Les moyens les plus préférés pour donner un retour aux travailleurs humanitaires sont face à face à domicile et les réunions communautaires.

Nombre de localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois a été rapportée :

Non	8/8
Oui	0/8

Nombre de localités évaluées par premier type d'information souhaité par la majorité de la population :

Informations, notamment sécuritaires, de la zone actuelle	5/8
Comment s'enregistrer pour obtenir de l'aide humanitaire	2/8
Aucun consensus	1/8